

## L'Afrique veut sa place dans la gouvernance mondiale

@rib News, 01/06/2010 â€“ Source AFP  
 Forts du soutien de la France, les dirigeants africains ont appelé, lundi à Nice lors d'un sommet Afrique-France, à se voir attribuer toute leur place dans les grandes enceintes internationales, notamment le Conseil de sécurité de l'ONU. Au sein de ce Conseil, l'Afrique ne peut continuer à être la "cinquième roue de la charrette", a souligné le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso. "Le Conseil de sécurité ne peut rester sans l'Afrique, tel qu'il a été décidé après la Seconde Guerre mondiale", a-t-il ajouté.  
 "Il faut être prêt à faire une place à l'Afrique dans la gouvernance mondiale (...) aucun, absolument aucun des grands problèmes auxquels notre monde est confronté ne pourra trouver de solution sans la participation active du continent africain", a convenu le président Nicolas Sarkozy. Il est "absolument anormal que l'Afrique ne compte aucun membre permanent du Conseil de sécurité", a-t-il précisé sous les applaudissements des 51 délégations africaines représentes. Il a promis des "initiatives" lors de la présidence fran saise du G8 et du G20 qui commence en fin d'année. Le président  gyptien Hosni Moubarak a lui aussi plaidé pour une meilleure représentation de l'Afrique. "Nous voulons à tout prix mettre fin à la marginalisation dont souffre le continent africain, pour qu'il puisse participer d'une voix claire et forte à la prise de décision politique et économique au niveau international", a déclaré le président  gyptien. L'Afrique, qui représente 27% des Etats membres des Nations unies, ne dispose que de trois sièges de membres non permanents au Conseil de sécurité, tandis qu'une réforme pour tenir compte des nouveaux équilibres mondiaux est bloquée depuis de nombreuses années. Ce Conseil est actuellement composé de cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France), puissances nucléaires dotées d'un droit de veto, et de dix membres non permanents. Depuis 2005, les pays africains réclament deux sièges permanents avec droit de veto et au moins deux sièges non permanents supplémentaires. La France plaide pour un élargissement progressif, commençant par un siège permanent. Evoquant les "crises institutionnelles en Afrique", le président fran sais a par ailleurs tenu à rappeler que la démocratie et les droits de l'Homme n'étaient "pas des valeurs occidentales (mais) des valeurs universelles", à la "satisfaction" de l'ONG Human Rights Watch. A cet égard, le président sud-africain Jacob Zuma, invité d'honneur d'un déjeuner offert par son homologue fran sais, a regretté que la France octroie une forme de "reconnaissance" aux auteurs de coups d'Etat en Afrique, en ayant convié à Nice les dirigeants de Guinée et du Niger. "Nous ne voulons pas encourager les militaires à renverser les dirigeants en place et à prendre le pouvoir; les inviter signifie une reconnaissance, c'est ainsi que c'est interprété sur le continent", a-t-il déclaré. Au cours du sommet, prévu pour s'achever mardi en milieu de journée, les dirigeants fran sais et africains devaient aussi aborder les problèmes de terrorisme et de trafic de drogue, et les enjeux climatiques. A Nice comme à Paris, un millier de sans-papiers, souvent originaires d'Afrique, ont manifesté lundi dans chacune des deux villes pour réclamer que leur participation à la vie économique de la France soit reconnue.